

**Un record de 266.894 visiteurs
avec plus de 61.000 visiteurs pour la seule journée de dimanche 10 décembre**



Le Magnan

Hebdomadaire Togolais Satirique
d'Informations et d'Analyses

Libéré

N°468 du Mercredi 13 décembre 2017 - 11^{ème} année - Prix: 250 FCFA

ENTREPRENARIAT



Conférence internationale portant sur l'attractivité et la croissance dans la zone UEMOA à Lomé P.4

ECONOMIE

La Corruption : ce grand fléau qui entrave le développement !

Unis contre la corruption pour le développement, la paix et la sécurité', c'est sous ce thème que l'Office togolais des recettes (OTR) et la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées ont célébré samedi, 9 décembre, la journée internationale de lutte contre la corruption.

P.6

A LA RECHERCHE DES MESURES DE CONFIANCE

Le Tango des protagonistes de la crise togolaise autour des préparatifs du dialogue



Les « 14 » de la coalition veulent d'abord des consultations directes avec le chef de l'Etat en lieu et place du Premier ministre P.3

LES MOUVEMENTS DE GRÈVE DES ENSEIGNANTS NOYAUTÉS PAR LES MOUVEMENTS POLITIQUES

P.6

Les élèves étaient encore dans les rues pour exiger le retour de leurs enseignants dans les classes



Merd Alors

Transcendez-vous !

Un dialogue politique doit réunir prochainement les représentants du pouvoir et de l'opposition autour des questions relatives aux réformes constitutionnelles au terme de 4 mois de contestation. Afin que les discussions s'ouvrent dans les meilleures conditions, le gouvernement a fait un certain nombre de gestes dans le sens de l'apaisement. Il a même été jusqu'à proposer à Tikpi Atchadam, le leader du PNP, une escorte policière si celui-ci en fait la demande. Depuis des semaines, ce dernier affirme être sous la menace d'un complot. Une mesure dont pourra bénéficier l'ensemble des responsables politiques. 'Nous souhaitons ainsi éviter toutes les accusations de persécution ou de filature', explique un officiel togolais. Le gouvernement est prêt à discuter de tout. Mais il souligne les nombreuses contradictions et incohérences de l'opposition qui, tantôt accuse les autorités et la majorité UNIR de traîner les pieds ou de manquer de volonté pour dialoguer, tantôt exige une série de préalables ou de préconditions. Des arguties qui retardent l'ouverture des négociations. Le gouvernement vient d'adresser des invitations aux représentants des partis politiques pour recueillir leurs avis sur le format et les modalités du dialogue. Rien de plus normal. Refus des opposants. Ce n'est pas le rôle du gouvernement, explique Jean-Pierre Fabre, le chef de l'ANC qui assure que ces points pratiques ont déjà été finalisés lors de discussions avec l'émissaire ghanéen. En lançant des consultations préalables visant à préparer le dialogue de manière concertée avec son opposition, Faure Gnassingbé et son gouvernement souhaitent visiblement éviter toute accusation de passage en force ou d'agir de manière unilatérale. Les Togolais, dans leur immense majorité, attendent avec impatience l'ouverture de ce dialogue et la fin de la crise. Il faut une fois que les Togolais se fassent confiance. Le gouvernement a bien expliqué qu'il ne s'agit pas de l'ouverture d'un dialogue. Mais de voir entre Togolais comment le préparer. C'est en quelque sorte la mise en place d'un comité technique préparatoire avant l'intervention des médiateurs. Ce que l'opposition veut ça peut aussi se discuter. Ces boycotts n'ont jamais arrangé. Du moment où les invitations sont individuelles, il y aura certains partis politiques qui vont se présenter. Et c'est là que les polémiques vont s'ouvrir. La tradition nous enseigne que « aide toi et le ciel t'aidera ». Ce n'est pas le facilitateur ou médiateur qui viendra tout faire pour les Togolais.

Le Magnan

COMMERCE

Le Togo représenté à la 11ème conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires en Argentine

Mme Bernadette Legzim-Balouki, ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé prend part à la 11ème conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Buenos Aires en Argentine où elle représente le Togo.

La rencontre se tient du 10 au 13 décembre dans la capitale de l'Argentine et est placée sous le thème : « Investir dans le commerce des pays moins avancés ». Elle sera marquée par des séances plénières à l'hôtel Hilton de Buenos Aires et donnera l'occasion aux ministres représentant les 164 Membres de l'OMC, de faire des discours sur l'état du commerce et des affaires dans leur pays et dans le monde. Avant l'ouverture des travaux, la ministre Bernadette Legzim-Balouki est intervenue à une conférence-débat de haut niveau consacrée à l'investissement dans le commerce des pays les moins avancés. Elle en a profité pour éclairer les participants sur les réformes mise en œuvre par le gouvernement du Togo dans l'optique de l'amélioration du climat des affaires dans son pays. Elle a particulièrement mis l'accent sur la simplification des procédures de création des entreprises, la création d'un guichet unique du commerce extérieur, le respect des normes de qualité et la promotion des activités de transformation. Ces nouvelles orientations devraient, a-t-elle indiqué, favoriser l'investissement et stimuler le commerce au Togo. La Conférence ministérielle à laquelle participent des ministres

chargés du commerce et d'autres hauts fonctionnaires des 164 pays membres de l'OMC, est l'organe de décision suprême de l'institution. En vertu de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, elle doit se réunir au moins une fois tous les deux ans. Plusieurs décisions pourraient être prises à cette 11ème conférence de l'OMC. Elles concerneront le secteur de la pêche et les subventions accordées par les Etats riches à leurs pêcheurs, la lutte contre la pêche illégale et non réglementée, le commerce électronique, les services et le soutien du secteur agricole des pays les moins avancés.

OMC : un système imparfait, mais essentiel

Le président argentin Mauricio Macri a pris dimanche la défense de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui se réunit jusqu'à mercredi à Buenos Aires, alors que l'institution est critiquée par les Etats-Unis et minée par des désaccords autour de la Chine. 'Les problèmes de l'OMC se résolvent avec plus d'OMC, et non moins d'OMC', a lancé le dirigeant libéral en inaugurant la 11e réunion ministérielle des 164 pays de l'organisation, la première depuis l'élection de Donald Trump, qui l'attaque sans relâche depuis son



arrivée au pouvoir. Particulièrement attendus à ce rendez-vous bisannuel, les Etats-Unis ont envoyé une délégation menée par leur représentant du Commerce Robert Lighthizer, très critique envers l'OMC et notamment son système de règlement des conflits. Washington n'exclut pas de renégocier les accords commerciaux conclus sous l'égide de l'OMC, après s'être déjà retiré brutalement de l'accord de libre-échange Asie-Pacifique (TPP) et avoir forcé le Canada et le Mexique à renégocier l'accord Aléna. Dimanche, le directeur général de l'OMC Roberto Azevedo a indiqué qu'il demanderait à M. Lighthizer 'un engagement politique, de la volonté politique et de la flexibilité'. 'Sans flexibilité, nous n'irons nulle part', a-t-il prévenu lors d'une conférence de presse.

La perte de vitesse de l'OMC se traduit notamment par son incapacité, depuis plus de quinze ans, à faire commencer le grand cycle de négociations, dit 'de Doha', mais aussi à régler les désaccords entre certains membres et la Chine, entrée dans ses rangs en 2001. 'Je crois dans ce système. Non pas parce qu'il est parfait mais parce qu'il est essentiel et c'est le meilleur que nous avons', a plaidé M. Azevedo, soulignant que l'OMC a permis d'éviter des protections unilatérales, des guerres économiques potentielles et une catastrophe économique'. Le Togo est représenté à la conférence par la ministre du Commerce et de la Promotion du secteur privé, Bernadette Legzim-Balouki.

LM

L'ACA (association des amis de Charles Abalo Awadé) a procédé à une série de dons de matériels les 1er et 4 décembre 2017 :

Lots de livres et photocopieuse numérique à Lassa-Nandadè et du matériel médical dans deux cantons de la Binah.

Le 04 décembre, ce sont les responsables des structures de santé de Solla et de Pagouda dans la Binah qui ont reçu du matériel médical composé entre autre de tensiomètres et glucomètres des mains du président de l'association, le Ministre KEYEWA en présence des autorités locales notamment le président du conseil municipal de la ville de Pagouda et les chefs desdits cantons. Il y a lieu de faire remarquer que partout les bénéficiaires ont apprécié le geste humanitaire de l'association et promis d'en faire bon usage. A Nandadè, le corps enseignant a particulièrement apprécié le don du photocopieur qui va soulager leur peine dans la mesure où il fallait parcourir des kilomètres pour faire des photocopies pour toute fin utile à leur métier. Il y a un an, le 20 décembre 2016 à l'occasion du 15 anniversaire de la disparition de Léopold Sédar Senghor, une bibliothèque du nom de l'illustre chercheur « bibliothèque Dr Charles Abalo AWADE » avait été



consacré dans son village natal à Lassa- Nandadè à l'initiative du Cénacle (Association de la Nouvelle Génération d'Ecrivains Africains). A l'occasion des témoignages notamment celui du ministre KEYEWA ami de longue date du chercheur et parrain de l'évènement ou du prof KOUSSANTA de l'université de Kara avaient édifié

l'assistance sur la vie et l'œuvre du chercheur. L'Association des Amis de Charles AWADE (ACA) a été créé il y a un peu plus de six mois dans le but de porter la lumière sur les œuvres et le personnage de cet éminent chercheur togolais décédé accidentellement dans la fleur de l'âge il y a une vingtaine d'années en

France. Docteur en biologie moléculaire de la faculté de l'Université Louis Pasteur de Strasbourg le docteur Charles Abalo Awadé fut notamment enseignant-chercheur à l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Lyon, au Laboratoire de Génériques Moléculaires des Microorganismes, de la Recherche Agronomique de Lyon, au Biologie Appliquée à la Nutrition et à l'Alimentation (ENSBANA) de Dijon et au laboratoire de Biotechnologie. De 1992 à 1995, il fut chercheur à l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) de Rennes chargé du projet d'étude des protéines du blanc d'œuf, puis responsable de l'Unité de psychochimie du Laboratoire de Technologie Laitière. Ses nombreux travaux et publications dans les revues scientifiques considérablement fait avancer ont fait avancer la recherche scientifique et auraient pu avoir des incidences positives sur le continent africain.



A LA RECHERCHE DES MESURES DE CONFIANCE

Le Tango des protagonistes de la crise togolaise autour des préparatifs du dialogue

Les « 14 » de la coalition veulent d'abord des consultations directes avec le chef de l'Etat en lieu et place du Premier ministre

Dans leur sortie jeudi dernier, les quatre ministres du gouvernement, Gilbert Bawara, Yark Damehne, Payadova Boukpassi et Pius Agbétomey, annonçaient une consultation préalable avec les partis politiques pour recueillir leur avis sur le format et les modalités du prochain dialogue sous les auspices des médiateurs, les présidents ghanéen, Nana Akufo Addo et guinéen, Alpha Condé.

Entre temps, Gilbert Bawara a annoncé que « Des invitations ont été envoyées depuis le vendredi ». Aussi, a-t-il indiqué que cette consultation n'est pas directement synonyme d'invitation au dialogue mais, qu'il s'agit de voir comment chacun conçoit ce dialogue. Il a convié les différents acteurs politiques à proscrire le mépris et l'hostilité envers les autres. Pour ce qui est de ces consultations, il a assuré qu'elles se feront en une à deux journées et a promis que « le gouvernement va continuer à œuvrer afin que les Togolais se retrouvent autour d'une table ».

Et à ceux qui jugent contradictoire cette démarche de l'exécutif car pour eux, il se comporte comme un juge alors qu'il est partie, Gilbert Bawara pose une seule question, « pendant combien de temps le ghanéen et le guinéen seront à nos côtés ? ». Pour sa part, il est convaincu de ce que, « ils n'ont pas que la situation du Togo à s'occuper ».

Quand on parle de mesures d'apaisement, et que l'on réclame la libération de toutes les personnes détenues lors des manifestations de ces quatre derniers mois de l'opposition, des détenus dans l'affaire des incendies et aussi ceux du Mouvement Nubuéké, Bawara a sa réponse. « Autant dire que la justice doit croiser les bras pour laisser se perpétuer tous les crimes et les délits », telle est sa réaction.

Qui sont les personnalités politiques à consulter

Les consultations annoncées par le gouvernement togolais en vue de recueillir les avis et suggestions des partis politiques sur le format et les modalités du dialogue devant solder la question des réformes constitutionnelles ne cessent de susciter des débats. La Coalition des 14 partis de l'opposition accuse les autorités de se muer en juge et partie en prenant cette initiative. Au niveau du gouvernement, on défend une démarche cohérente qui permettra de mener un dialogue inclusif et efficace avec l'apport des principaux partis politiques représentés au parlement et des personnalités qui ont eu à exercer de hautes fonctions dans le pays.

Annoncée lors de la conférence de presse animée la semaine dernière par le gouvernement, la démarche visant à consulter des partis politiques et certaines personnalités politiques passe mal au niveau de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition.

Mais au niveau des autorités togolaises, on estime qu'il s'agit de simples consultations qui doivent permettre de recueillir les avis et les suggestions des principaux partis

politiques et personnalités concernant leurs perceptions quant au dialogue national.

« Notre pays est doté d'institutions légalement et démocratiquement établies, qui fonctionnent et qui



assument pleinement leurs responsabilités primordiales, comme protéger les Togolais, assurer leur sécurité, faire fonctionner l'administration et les services publics, payer les salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat. Ces institutions s'emploient quotidiennement à travailler et à agir au service de tous les Togolais, et de l'intérêt général. Le Président de la République et le gouvernement n'ont pas la même vocation que les partis politiques. Le dialogue politique s'inscrit naturellement dans le respect de l'ordre constitutionnel et des institutions

démocratiques. Même ceux qui sont dans la rue agissent parce que l'Etat existe et leur garantit des droits et libertés. La permanence et la pérennité de l'Etat s'incarnent à travers des institutions. Dégager une vision commune et susciter une approche partagée quant au dialogue et aux modalités pour sa réussite, tel est l'objectif essentiel des consultations, ni plus ni moins », explique Gilbert Bawara, le ministre togolais de la fonction publique.

Le ministre Bawara révèle que les consultations sont essentiellement

limitées aux principaux partis politiques siégeant à l'Assemblée nationale et à quelques personnalités qui sont les acteurs des évolutions politiques et institutionnelles du Togo depuis quelques temps, notamment quelques éminents anciens premiers ministres.

« En raison de leurs expériences et du rôle qu'elles ont joué à certains moments de notre histoire, ces personnalités peuvent apporter des éclairages et des contributions précieuses », a ajouté Gilbert Bawara.

Le ministre de la fonction publique précise par ailleurs que ces

consultations ne préjugent en rien des participants au dialogue. Pour lui, la démarche du gouvernement ne signifie pas que ce sont ceux qui sont consultés qui prendront part au dialogue.

« Bien sûr, il aurait été souhaitable de pouvoir consulter le maximum d'acteurs politiques et de la société civile, y compris les autorités religieuses ; mais cela n'est pas faisable. Toutefois, à l'issue des consultations, le gouvernement sera attentif aux idées et aux suggestions aussi bien de ceux qui sont consultés que de ceux qui ne le sont pas avec pour seul souci un dialogue inclusif et efficace avec un nombre limité de participants pour aller à l'essentiel », a-t-il dit, estimant qu'il ne faut pas en faire un point de fixation et surtout pas de crispation.

Sur l'accusation portée contre le gouvernement par l'opposition par rapport aux dirigeants ghanéens et guinéens, Gilbert Bawara salue les initiatives et les efforts déployés par les présidents Alpha Condé et Nana Akufo-Addo, mais explique que le dialogue concerne d'abord et avant tout les Togolais. Pour lui, ce qui est déterminant c'est la volonté des acteurs politiques concernés et le souci de ces derniers de faire aboutir les discussions.

A la question de savoir si le gouvernement veut tenir le dialogue avant la fin de l'année, Gilbert Bawara pense qu'il faut éviter de s'enfermer dans des contraintes insurmontables. L'essentiel, selon lui, c'est la volonté du gouvernement et des acteurs politiques de démarrer le dialogue et de le faire aboutir.

« Si nous pouvons aboutir le plus tôt possible, c'est tant mieux. Mais s'il y a une dynamique en cours, il faut la laisser aller à son terme en espérant que cela permettra d'atteindre les résultats qui sont attendus », conclut le ministre.

Un autre sujet important !

Au cours du dialogue politique prévu pour régler la crise que traverse le Togo depuis le 19 août, un sujet retiendra particulièrement l'attention : l'avenir du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé à la tête du Togo depuis 12 ans.

« Quand on sera autour d'une table, chacun dira ce qu'il pense et on essaiera de trouver des solutions qui soient conformes à l'intérêt de notre pays ». C'est la position du ministre Bawara.

En attendant ce dialogue, le gouvernement dit avoir envoyé depuis vendredi des correspondances aux partis politiques, pour recueillir leur point de vue sur le format et les modalités du dialogue.

« Le travail que nous faisons, nous le

faisons pour le pays et dans l'intérêt du pays. Les présidents guinéen et ghanéen n'ont pas que la situation du Togo à prendre en compte, ils ont aussi, même parfois des problèmes difficiles chez eux. Pendant combien de temps ils seraient à nos côtés ? », a déclaré M. Bawara.

Donnant plus de précision sur ces consultations, le ministre a souligné qu'elles ne préjugent en rien la question des parties prenantes au dialogue et n'épuisent pas le débat.

« Quelle que soit la manière dont ces consultations vont se dérouler et leur issue, il va falloir se mettre très rapidement autour d'une table et commencer les discussions », a-t-il ajouté tout en souhaitant que tous les partis politiques invités, seront présents à ces consultations.

« Il s'agit de recueillir les points de vue et les suggestions sur la manière dont les gens voient le dialogue et de s'assurer que la réflexion et la préparation du dialogue se passe non pas de manière unilatérale », a-t-il relevé.

Amoins d'un changement de dernière minute, la coalition des 14 partis politiques ne prendra pas part à ces consultations. Les responsables de cette coalition qui se trouvent être au cœur de la crise, estiment que le gouvernement est l'un des protagonistes de la crise et « ne peut par conséquent s'ériger en juge alors qu'il est partie ».

« Tout cela n'aide pas », a fait observer le ministre qui a invité la coalition à la modestie, le refus du mépris et de l'exclusion.

Les consultations directes avec le chef de l'Etat

C'est un fait que les 14 partis politiques membres de la coalition de l'opposition ne seront pas aux consultations que le gouvernement togolais organise pour recueillir le point de vue des uns et des autres sur le format et les modalités du prochain dialogue politique. Une correspondance a d'ailleurs été adressée au gouvernement pour décliner l'invitation du Premier ministre, Komi Sélom Klassou.

Selon les informations, cinq (5) partis membres de la coalition des 14 partis politiques de l'opposition ont individuellement été invités à ces consultations. Au nombre de ces 5 formations politiques, on compte l'Alliance nationale pour le changement (ANC) et le Parti national panafricain (PNP).

Et le programme établi laisse voir que c'est le président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), Jean-Pierre Fabre qui devrait en principe être reçu mardi par le Premier ministre, Komi Sélom Klassou. Dans une correspondance-retour envoyée au chef de gouvernement togolais, la coalition des 14 a en bloc décliné l'invitation.

Invitée hier mardi sur la radio Victoire FM, la coordinatrice de la coalition des 14 partis politiques de l'opposition a fait observer que ces consultations sont une « manœuvre de diversion ».

« La crise dans laquelle nous sommes est une crise profonde et il faut que le régime en prenne toute la mesure. Pour la secrétaire générale de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA), s'il doit y avoir consultations, ce n'est pas au gouvernement de prendre le devant des choses mais au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé de se sentir concerné.

« S'il ne peut pas venir, il faut qu'il s'assure qu'il a donné des instructions claires et que les conclusions de ces discussions puissent l'engager. Il ne faut pas qu'on s'amuse encore une fois à jouer avec le destin du peuple », s'est-elle fait plus précise.

A la coalition des 14, on pense que les Togolais se sont levés d'une manière « spéciale » cette fois-ci et le monde entier l'admire. « Ce peuple dont on disait qu'il est soumis et qu'il accepte volontairement d'être gouverné par une même famille pendant 50 ans et qui éprouvait une certaine honte, il n'entend pas voir ce mouvement s'éteindre sans qu'il n'y ait le changement », a prévu la coordinatrice de la coalition.

Même en ce qui concerne le dialogue politique proprement dit, les 14 partis politiques de l'opposition disent attendre encore d'autres mesures, notamment la libération des autres détenus et la levée de la mainmise militaire sur les villes de l'intérieur du pays comme Sokodé, Bafilo, Kara et Mango.



ENTREPRENARIAT

Conférence internationale portant sur l'attractivité et la croissance dans la zone UEMOA à Lomé

L'attractivité du Togo et de la zone de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) pour les investisseurs est au centre des échanges ces jeudi 7 et vendredi 8 décembre à Lomé au cours d'une Conférence internationale portant sur la thématique. Organisée par Emergence Capital, dirigé par l'entrepreneur togolais, Edem Kokou Tengue, le Club 2030 Afrique et les Young Leaders de la fondation AfricaFrance et leurs partenaires, la rencontre se tient à l'Hôtel 2Février.

Plusieurs décideurs ont répondu présent à ce rendez-vous de haut niveau au cours duquel les thématiques de l'entrepreneuriat, de la croissance en Afrique et des avantages de la zone UEMOA pour attirer les investisseurs étrangers ont été au centre des discussions avec les jeunes entrepreneurs du Togo et d'ailleurs. Il s'agit de trouver avec ce parterre d'acteurs de divers domaines, des voies et moyens pour faire profiter l'Afrique de ses ressources, notamment la capacité de création de ses fils et filles et l'extrême jeunesse de sa population.

À l'heure où la question de dividende démographique est d'actualité, l'Afrique connaît une croissance économique qui ne serait qu'à ses débuts, avec des taux de 2,2% en 2016 ; 3,4% en 2017 et une prévision de 4,3% pour l'année prochaine qui ferait presque pâlir d'envie les économies matures. Mais il est à noter que cette croissance connaît une insuffisance vis-à-vis du boom démographique et devra donc s'accélérer pour faire face aux besoins pressants notamment celui de l'emploi des jeunes.

Pour M. Edem Tengue, Directeur général de la société d'apporteurs de capitaux, Emergence Capital et de Maersk Line Togo, la plupart des problèmes que rencontrent les pays africains comme le chômage, l'équité genre, etc., peuvent être réglés par l'entrepreneuriat. « Il faut d'ores et déjà que des politiques en faveur du monde entrepreneurial voient le jour (...) et que la croissance actuelle de l'Afrique soit accélérée et qu'elle puisse s'approprier cette croissance ».

Si on est encore là, c'est qu'il y a encore des solutions à trouver, a martelé Khaled Igué. Et comme le nom du think tank, Club 2030 Afrique, qu'il a créé il y a 6 ans l'indique, la vision de ce jeune entrepreneur et Young Leader béninois est de faire en sorte que, d'ici 2030, l'Afrique puisse trouver une solution durable aux combats qu'elle mène, notamment pour le droit à la santé, à l'éducation, et à l'énergie.

L'entrepreneuriat en Afrique n'est pas qu'un choix en Afrique, mais une question de survie. Mais pour que cela se réalise, il faut créer un écosystème favorable pour que les jeunes puissent aller de l'idée à la

réalisation du projet. « Le seul avenir que nous sommes capables de créer pour l'UEMOA est celui que nous aurons décidé ensemble », a-t-il déclaré.

« Pour arriver à 2030, il faut créer de la richesse. Et pour créer la richesse, il faut investir (...) », a précisé le Président d'honneur de l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET), M. José Kwassi Symenouh, tout en rappelant que le secteur privé est le principal créateur d'emploi et de richesse, surtout pour les économies qui se veulent dynamiques.

Le rôle de l'Enseignement supérieur dans cette croissance L'Afrique doit avoir une nouvelle vision de l'Enseignement supérieur. Selon les chiffres, 95% des étudiants africains étudient le droit, les sciences sociales et la gestion ; 4% étudient l'ingénierie, la construction, les BTP, etc.; et seulement 2% étudie l'agriculture, alors que c'est cette dernière qui est l'activité principale du continent. Un paradoxe auquel il est nécessaire selon, M. José Syménouh lui de trouver une réponse afin d'inverser la tendance, car il est nécessaire que l'Afrique puisse se tourner vers la formation de ressources humaines capables d'assurer son développement.

Débats et workshops ont également meublé les activités de cette conférence, afin de réfléchir conjointement sur les améliorations à apporter à tous les niveaux et les soumettre aux autorités compétentes afin de prendre les mesures idoines dans le sens de l'accès aux financements pour les entrepreneurs, l'électrification de l'Afrique, etc.

Entre autres workshops, on peut retenir celui portant sur l'attractivité des investissements directs étrangers sur la zone UEMOA. Au cours de cet atelier, trois axes ont été touchés. La démarche consistait à avoir un échange sur le sujet afin de faire une mise à niveau des participants sur cette thématique qui est d'ailleurs d'ordre capitale. Faire l'état des lieux de l'attractivité d'investissements directs et étrangers sur la zone UEMOA à travers la technique de l'analyse SWOT et l'idée après cet état de lieux est de déboucher sur cinq (5) propositions concrètes. Pour Eric Ntumba Bukasa, Young



Edem Kokou Tengue, DG Emergence Capital

Leader 2017 de la fondation AfricaFrance et animateur de l'atelier, « (...) Aujourd'hui, le paradigme de transformation qu'on veut inspirer, c'est de passer du potentiel à la puissance et nous avons recueilli cinq (5) recommandations pour qu'en termes d'attractivité des investissements directs étrangers, l'UEMOA passe du potentiel à la puissance et qu'elle devienne une terre d'avenir et d'investissement étranger par excellence ».

A propos d'Emergence Capital
Emergence Capital (www.emergencecapital.org) est une société d'apporteur d'affaires et de conseils, créée en 2016, dont



Khaled Igue, Président Club 2030 Afrique

l'objectif est de faire participer les Entreprises et les Épargnants Africains à l'émergence de leur continent à travers un marché financier toujours plus dynamique. Elle intervient entre autres dans la mise en relation des Sociétés de gestion d'actif (SGO) et les sociétés de gestion et d'intermédiation (SGI) pour l'ouverture de comptes titres, les conseils en placement ou la gestion sous mandat; dans la transmission des ordres de nos clients aux SGI et SGO; le conseil en stratégie commerciale et financière; la gestion et organisation et optimisation des organisations; l'analyse économique, etc.

Elle est fondée et dirigée par Edem

Kokou Tengue.

A propos du Club 2030 Afrique
Club 2030 Afrique (www.club-2030.com) est une institution à but non lucratif, qui s'est assignée pour mission principale de mettre ses compétences, son savoir et son énergie au service des organes de gouvernance africains afin de les accompagner dans le processus d'émergence qui mènera à un développement économique et social harmonieux à horizon 2030. A travers son activité, ce think tank a pour ambition de devenir la première plateforme de réflexion en Afrique en oeuvrant en faveur du partage des idées et des échanges entre la société civile, les entrepreneurs et les décideurs politiques locaux, nationaux et panafricains. S'appuyant sur un réseau d'experts reconnus, de leaders d'opinion de la société civile, de décideurs politiques, de hauts fonctionnaires et de dirigeants de grandes entreprises, Club 2030 Afrique organise des temps de rencontre et d'échange, diffuse des publications, veille, centralise et partage l'information pertinente, enfin, s'associe à des partenaires pour conduire des actions de terrain.

MÉDIA:

Des prix et des trophées décernés par le CONAPP aux jeunes journalistes et à leurs aînés

C'est sur une note de satisfaction que les 4èmes Journées portes ouvertes de la presse et les festivités des 10 ans d'existence du Conseil national des patrons de presse (CONAPP), ont pris fin samedi 09 décembre 2017 à Lomé. C'était au cours d'une soirée gala à laquelle ont pris part plusieurs professionnels des médias et leurs partenaires.

Jean-Paul AGBO-AHOUELETE, président du CONAPP, a saisi cette occasion pour exprimer sa gratitude et reconnaissance aux partenaires des médias pour leur soutien et accompagnement tout au long de l'année 2017. Il a convié les journalistes au travail bien fait et au respect des règles qui encadrent leur métier.

Le Conseil national des patrons de presse (CONAPP) pour marquer ses dix ans d'existence, a initié un jeu/concours d'écriture journalistique doté de prix à l'endroit des jeunes journalistes. Cinq catégories de médias (TV, Radio, Presse écrite et en ligne) ont été primées au cours de la soirée apothéose marquant la fin des Journées portes ouvertes de la presse et les 10 ans d'existence du CONAPP. Les candidats ont réalisé des œuvres axées sur le thème des Objectifs du Développement



Durable (ODD).

Des trophées de reconnaissance ont également été décernés aux anciens présidents et Secrétaires généraux des principales organisations professionnelles de la presse togolaise que sont le CONAPP, l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), l'Observatoire Togoais des Médias (OTM) ainsi

qu'aux dirigeants de la Maison de la presse de Lomé.

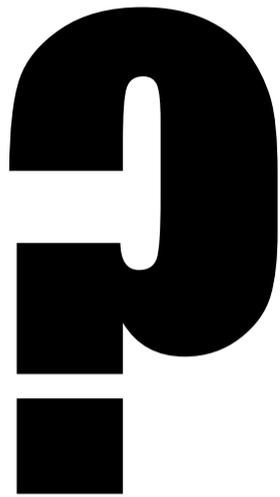
Les activités inscrites à l'agenda des Journées portes ouvertes de la presse togolaise ont démarré le 07 décembre dernier par une cérémonie solennelle de lancement présidée par Octave Olympio, Vice-président de la Haute autorité de l'audiovisuelle et de la communication (HAAC).



ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

Pour le chef de l'ANC, « ce que le peuple réclame maintenant, c'est le départ du Faure Gnassingbé, c'est le départ. Notre volonté, c'est que le pouvoir incarné par Faure Gnassingbé s'en aille ». Ce sont les propos de Jean Pie Pie, le chef de file de l'opposition. On a l'impression que celui qui est à la tête de l'opposition togolaise ne mesure pas ce qu'il est en train de dire. Ce qui braque le pouvoir, ce sont ces genres de propos. C'est le même Jean Pie Pie, qui en 2015 et même bien avant, criait à qui voulait l'entendre que « pas de réformes, pas d'élections ». On en était là et lorsqu'il s'était agi de déposer les candidatures, il était le premier à « gambader » pour aller déposer ses dossiers. Alors Faure Gnassingbé étant élu pour un mandat de cinq ans doit aller jusqu'au bout de son mandat qui finit en 2020. Ce n'est pas



parce que Faure est en train de faire son 3ème mandat sur la base d'une constitution en vigueur qu'il va se permettre de dire que c'est la volonté du peuple. Il y a aussi un peuple qui a élu Faure Gnassingbé. Aujourd'hui nous sommes en démocratie ou en apprentissage et c'est selon, et on ne peut pas se permettre de tenir des propos qui vous ridiculi-

sent. Ce n'est pas dans la rue qu'on réclame la démission d'un président élu et en exercice. C'est dans les urnes. Si Jean Pie Pie sait très bien qu'il a son « peuple » derrière lui, il doit tout faire pour avoir des conditions de transparence dans les élections. La limitation d'un mandat ne garantit pas les conditions de transparence des élections. Et puis ce n'est pas parce qu'il est en train de voir son âge avancer qu'il croit que si aujourd'hui Faure Gnassingbé démissionne, c'est lui qui va prendre les rênes du pouvoir. Il rêve grave. S'il veut bien avoir le fauteuil présidentiel, qu'il dise à ce peuple qu'il dit qu'il réclame le départ du Président, de se préparer plutôt pour le faire partir dans les urnes. Son comportement fait qu'il y a des gens qui disent que c'est lui-même Jean Pie Pie qui est contre les réformes.

Courtes contre la montre

Et ça recommence !

Le dialogue intertogolais est annoncé avec encore des problèmes. Cette crise de confiance qui anime les acteurs togolais a encore fait surface. Depuis l'annonce de ce dialogue suite aux mouvements de protestations déclenchés par l'opposition depuis le 19 Août, il y a des voix qui s'élèvent pour demander à qui appartient l'opportunité d'ouvrir ce dialogue. Dans cette tension, on a vu que la CEDEAO a demandé au président ghanéen de prendre l'initiative de ce dialogue. Le président en exercice de l'Union Africaine, le Guinée Alpha Condé s'est également impliqué et a eu des rencontres même avec certains leaders politiques à Paris. Toutes ces démarches sont dans la droite ligne de l'ouverture du dialogue. Au Togo, on a pris cette sale habitude de lire dans les pensées des autres. On se fait des préjugés. Et finalement on aboutit à certaines problèmes. Aujourd'hui, l'on parle des mesures d'apaisement. Le gouvernement a décidé de satisfaire certains préalables des 14 partis politiques qui sont entre autre la libération des détenus politiques arrêtés dans le cadre des manifestations publiques. Ce qui veut dire que la voie est balisée pour aller à un dialogue franc et sincère. C'est dans cet esprit que le gouvernement a organisé une confres pour informer les journalistes de ce qui est en train de se faire pour avoir un bon dialogue. Dans la foulée le gouvernement a envoyé des lettres d'invitation à certains partis politiques en vue de recueillir leurs avis sur les préparatifs du dialogue. Mais comme nous sommes au Togo, l'opposition étant dans son rôle a dit niet à cette invitation du gouvernement à qui on prête des intentions. Il faut éviter de faire des amalgames et aller droit au but. Quand est ce que les Togolais vont se faire confiance et décider de gérer leur problème par eux-mêmes et ne pas tendre la main aux autres qui ont aussi des problèmes dans leur pays.

La marche ou rien !

En tout cas, c'est ce que les Togolais ont constaté depuis que les gens, comme une baguette magique ont retrouvé le chemin de la rue. Il ne se passe de semaine où les politiciens ne se jettent dans les rues pour marcher. Depuis le 19 Août c'est devenu une habitude que ceux qui marchent ne savent plus pourquoi ils marchent. Il y a certains qui disent que ces marches leur permettent de se dégraisser. Pour certains s'il y a marche plus besoin d'aller faire du jogging. Ça devient un peu redondant que l'arme principale de la revendication est en train d'être galvaudée. Entre 2010 et 2015, Jean Pie Pie avait initié ces genres de marches pour réclamer le départ de Faure Gnassingbé. Ces marches devenaient fatigantes que finalement ceux qui sortaient dans les rues étaient dégoûtés. Le pire c'est qu'après avoir marché pendant 5 ans pour demander à quelqu'un de partir on revient pour compétition avec la même personne. Les marcheurs ont été déçus. Et c'est comme ça que la marche étant galvaudée par l'ANC, il y a eu quelqu'un sorti de nulle part avec son nouveau parti qui a bien préparé le terrain et redonné un nouveau souffle à la revendication populaire. Il a changé de stratégie et a en une seule journée, fait participer quelques localités de l'intérieur ainsi que certains pays à l'extérieur du pays. Une nouveauté qui a relancé les mouvements de rue. Mais aujourd'hui avec la récupération faite par Jean Pie Pie et ses amis, on risque de revivre ce qu'il nous a fait vivre dans le temps. On va marcher jusqu'en 2020 en oubliant l'essentiel.

Le boycott à l'honneur !

Top départ des consultations politiques ce mardi mais c'est sans compter les partis de l'opposition du moins les cinq membres de la coalition des 14 partis de l'opposition (ANC, ADDI, CAR, FDR, PNP) qui ont reçu les invitations du gouvernement pour participer aux consultations avant le dialogue. Selon les informations, Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition et de l'ANC, qui devrait être le premier à être reçu par le premier ministre, n'a pas fait le déplacement. Le gouvernement prend des initiatives comme si c'était lui qui organisait le dialogue ' affirme l'opposition qui ajoute dans la lettre de réponse à l'invitation du gouvernement 'la coalition réaffirme son ferme engagement à poursuivre la préparation des discussions dans le cadre de la double médiation de la Guinée et du Ghana et ne pourra pas par conséquent répondre à votre invitation', selon nos confrères de RFI. Par ces consultations, le gouvernement voulait recueillir lors de cette rencontre, les avis de certains partis politiques de l'opposition et de quelques anciens chefs de gouvernement sur le format et les modalités du dialogue qui va s'ouvrir. Le gouvernement précise, que ces personnalités n'ont rien à avoir avec ceux qui doivent prendre part au dialogue. Des consultations qui devraient servir de la mise sur pied d'une commission paritaire pour la préparation de ce dialogue a encore été boudée par Jean Pie Pie et les siens. L'on se demande ce cache tous ces comportements. Tout le monde est d'accord pour aller à ce dialogue. Mais pour ce faire, il faut le préparer. Ce n'est pas quelqu'un d'autre qui va quitter son pays pour venir le préparer à notre place. Il faut qu'on apprenne à se faire confiance.



Togotelecom

COMMUNIQUÉ



Togotelecom

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T-MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYER SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#
- 2- PAYER LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT,
APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA
90 16 49 87 / 90 85 85 22

Mise en page :
Magnan

Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

Responsable commercial

Bertine ADJAHO
90 36 97 10

Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr



LES MOUVEMENTS DE GRÈVE DES ENSEIGNANTS NOYAUTÉS PAR LES MOUVEMENTS POLITIQUES

Les élèves étaient encore dans les rues pour exiger le retour de leurs enseignants dans les classes

Combien de jours les élèves ont pu rester dans les classes pour suivre les cours depuis la rentrée académique 2017-2018. C'est la question qui se pose depuis que les enseignants lancent des grèves de trois à quatre jours. Mais ces grèves ne sont trop ressenties pour causes des mouvements politiques.

C'est presque une coutume au Togo. Chaque année scolaire enregistre des grèves à outrance. Cette année a déjà connu plusieurs mouvements d'humeur, et elle continue par en connaître. Dans cet éternel bras de fer qui oppose le gouvernement aux enseignants, ces derniers sont encore en grève à compter d'aujourd'hui. Lassés de ne pas retrouver leurs professeurs dans les salles de cours, les élèves rentrent dans danse.

Hier matin, les élèves du lycée de Gbenyedji, d'Ablogame ou encore d'Attiégou sont sortis des classes. Sifflets à la main, ils sillonnent les quartiers, rentrent dans les salles de classe, délogeant leurs camarades du privé qui, confortablement assis,

suivent paisiblement les cours.

Comme par le passé, cette situation risque d'avoir de sérieuses répercussions sur le cours de l'année, surtout sur la qualité de l'enseignement.

La crise de l'éducation aurait pu connaître un dénouement dès le début de cette rentrée scolaire. C'est du moins ce que plusieurs acteurs du secteur et parents d'élèves avaient cru lorsqu'au mois de mars 2017, le Premier Ministre togolais, Sélom Klassou avait promis que le Statut particulier des enseignants sera adopté et mis en application avant fin septembre.

Ala rentrée scolaire en septembre, la réalité a été toute autre. Même si le texte est prêt, il n'a pas été adopté par

le Parlement et donc n'est pas d'application. Une situation qui a ouvert la voie à de nouvelles grèves qui poussent actuellement les élèves et écoliers dans les rues à Lomé et dans certaines localités en région.

Mardi, plusieurs élèves des écoles publiques ont délogé certains de leurs collègues des écoles privées pour qu'ils les soutiennent à réclamer les cours et le retour de leurs enseignants dans les classes.

La situation devient fréquente depuis l'année 2014. Lors des mouvements, les enseignants ont pris l'habitude de faire comprendre à leurs élèves que les cours devant être dispensés sont considérés comme faits. La raison souvent évoquée est que le gouvernement n'a pas payé les enseignants frondeurs pour les périodes de grèves.

Dans les rues de Lomé, les élèves crient et réclament les cours pour

lesquels leurs parents ont payé. Certains ne cessent d'interpeller directement le Chef de l'Etat pour qu'il agisse pour la résolution de cette crise du secteur de l'éducation.

D'autres carrément demandent à rencontrer Faure Gnassingbé afin de le sensibiliser sur la difficile situation qu'ils traversent avec cette affaire des cours considérés comme faits.

«*Tout ce que nous voulons, c'est que ce problème trouve une solution. S'il le faut, nous irons voir le président Faure pour le sensibiliser sur la situation. Au cas contraire, nous continuerons chaque fois dans la rue...*», nous a déclaré mardi un des jeunes meneurs du mouvement de délogement des écoles privées.

Dans leur plateforme revendicative, les enseignants exigent la mise à disposition de la copie du Statut Particulier remise au Premier Ministre, l'ouverture des négociations sur la fixation du taux correspondant aux primes et indemnités et de sa date d'effet et l'intégration des indemnités forfaitaires de vingt mille (20.000) F CFA aux salaires de base des enseignants qui émergeant sur la subvention que l'Etat accorde à

l'enseignement confessionnel.

Ils revendiquent également la révision du traitement des 1045 enseignants confessionnels émergeant sur le budget additionnel de la subvention, la rédaction et la signature d'un texte de convention de partenariat entre le gouvernement et l'enseignement confessionnel dans un meilleur délai.

En outre, les enseignants exigent l'organisation d'un concours spécial à l'intention des enseignants volontaires du secteur public en vue de leur intégration dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

Ces grèves des enseignants semblent être noyautées par les manifestations politiques ponctuées de marches hebdomadaires à l'appel des 14 partis politiques de l'opposition. On dirait que le gouvernement est plus préoccupé à trouver des solutions à la crise politique qu'aux revendications des enseignants. Comme on le dit souvent, la tête est ailleurs.

T. Bôdjôguéti

ECONOMIE

La Corruption : ce grand fléau qui entrave le développement !

Unis contre la corruption pour le développement, la paix et la sécurité', c'est sous ce thème que l'Office togolais des recettes (OTR) et la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées ont célébré samedi, 9 décembre, la journée internationale de lutte contre la corruption.

Une rencontre nationale a été organisée à cet effet à Lomé avec la participation des représentants de la société civile, administration publique, privée, opérateurs économiques...

La journée internationale de lutte contre la corruption est une occasion pour les pouvoirs publics de réaffirmer leur engagement à réduire nettement la corruption et les pratiques des pots-de-vin tout tant mettant en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux. Des efforts visant à instaurer la paix et à assurer la prospérité de tous, sur une planète en bonne santé.

Représentant le ministre de l'économie et des finances, Kossi Toffio, directeur de cabinet a dans son allocution d'ouverture appelé les acteurs à plus d'engagement à assumer leurs responsabilités et prendre des mesures énergiques contre ce phénomène.

'Le gouvernement togolais attache du prix à cette lutte contre la corruption et se félicite tout d'abord de l'instauration de cette journée et pour cause, elle vient aux réformes initiées et enclenchées depuis quelques années sous la houlette du président de la République', a déclaré M. Toffio précisant que le Togo a adhéré à cette lutte avec la mise en place d'un certain nombre d'arsenal juridique et institutionnel propice au fléau qu'est la corruption.

Il a cité entre autres, la ratification des conventions internationales, régionales en la matière, la mise en place de la cour des comptes, d'une autorité de régulation des marchés

publics, de la haute autorité de lutte contre la corruption.

'Nous sommes aujourd'hui le 9 décembre, journée instituée pour célébrer les actions de lutte contre la corruption qui sape nos économies.

L'Office togolais des recettes a décidé cette année avec la haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption de rappeler à tout un chacun, les méfaits de ce fléau et l'urgence d'une action collective', a indiqué, Kodzo Adédze, le commissaire général par intérim à l'Office togolais des recettes, pour qui l'objectif sera d'entraver ce mal qui est un grand frein au développement des économies des nations.

'C'est en lien avec l'engagement de l'Office qui est de faire en sorte qu'il n'y ait pas de corruption pour entraver la santé de nos opérateurs économiques et au-delà du trésor public', a-t-il ajouté.

Pour l'occasion et dans son message habituel à de telle occasion, António Guterres, secrétaire général des nations unies, a assimilé la corruption à un phénomène social, politique et économique complexe, qui touche tous les pays et qui sape les institutions démocratiques, ralentit le développement économique et contribue à l'instabilité gouvernementale.

'Nous ne pouvons atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030 que si toutes les nations disposent d'institutions fortes, transparentes et inclusives, basées sur la règle de droit et soutenues par le public', souligne-t-il.

LR

LE HCRUN À L'ÉTAPE DES INDEMNISATIONS

La mise en œuvre du volet des indemnisations dues aux victimes a démarré hier

C'est du 12 au 29 décembre que le processus des réparations qu'opère le HCRUN à l'endroit des victimes prend forme dans la capitale togolaise.

Il s'agira d'allier justice, efficacité, compassion, solidarité et surtout transparence pour soulager les populations victimes de souffrances physiques et psychologiques. A cet égard toutes les dispositions sont prises y compris des mesures de transport, d'hébergement sur le lieu de prise en charge de ces derniers. Il est mis à leur disposition un collège de médecins représenté par le Professeur BANLA de l'ONG AIMES AFRIQUE composés de chirurgiens, de gynécologues, neurologues, ophtalmologues, urologues, stomatologues, psychologues etc.... Autant de pathologies recensés dans le dossier de ces victimes vulnérables qui seront pris en charge dans des cabines mises en place pour la circonstance.

Ainsi lors d'une conférence de presse animée le mercredi 06 décembre sous la tente derrière l'hôtel 2 février, le HCRUN a annoncé le début de l'étape indemnisations proprement dites du programme de réparation.

Mme Awa Nana-Daboya, la Présidente du HCRUN dans son allocution a relevé des points clés du processus: «*Dans toute œuvre de réconciliation, intégrant les outils de la justice transitionnelle, pour traiter le passé et construire l'avenir, l'adhésion des victimes et leur capacité de résilience reste les fondamentaux de la restauration du corps social, du raffermissement du vivre ensemble et de la réussite de l'ensemble du processus de réconciliation dans le cas de notre*

pays. En cela, les victimes des violences politiques chez nous offrent à tous égard un bel exemple de patriotisme et de sentiment d'appartenance à une communauté



Awa Nana-Daboya, Présidente du HCRUN

du fait de leur patience. Le HCRUN formule une fois encore à leur rencontre, victimes connus ou non encore recensés de profonds sentiments de reconnaissance pour la grandeur d'âme, la patience et la retenue dont elles ont fait montre, ce qui permet de capitaliser les acquis du processus d'action de l'unité nationale. Il vous souvient qu'à la cérémonie de lancement du programme de réparation présidé par le 24 mars 2017, j'avais dit dans mon mot que le HCRUN va opérer des choix de telle sorte que dans le cadre de ce programme de réparation élaboré par la CVJR, nous mettions l'accent d'abord sur les victimes de 2005. Comme nous pouvons l'imaginer, ce sont des victimes vivant en situation de vulnérabilité dont les souvenirs sont encore récents et douloureux et qui

portent encore des séquelles dans leur corps et qui ont des plaies encore ouvertes dont le nombre s'élève à 137 auxquelles viennent s'ajouter 34 autres dont les soins s'avèrent également nécessaire et urgent. Le HCRUN a donc essayé d'être regardant et assez soigné dans la préparation de cette étape juste pour traduire à la nation notre détermination d'accomplir notre mission avec dévouement. Nous sollicitons de la part des uns et des autres de l'indulgence et de la compréhension pour les indulgences que vous serez amenés à constater. Le HCRUN reste à votre disposition pour pallier les éventuels dysfonctionnements. Je tiens à rappeler que la réalisation de ce volet indemnisation ne fait que commencer et que nous avons été dotés d'un budget de 2 milliards et qu'après cette phase de 164 victimes, le HCRUN va se déployer au niveau des 3 poules (Kara, Atakpamé, Lomé) afin de servir aux autres victimes leurs indemnités tel que inscrit au programme de réparation, nous estimons ainsi impacter pour 2017 environ 2500 victimes pour couvrir la tranche des deux milliards alloués».

Outres ces mesures, ces victimes recevront sous l'attestation d'huissier chacune son indemnité sous le contrôle des membres du comité de gestion tel que fixé par la CVJR.

Dans l'espoir que le processus enclenché va contribuer à panser les plaies et apaiser les cœurs pour booster la réconciliation au Togo.

Joanita BLAVO-TSFI



PARI RÉUSSI POUR LA 14ÈME FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ MALGRÉ LA CRISE POLITIQUE

Un record de 266.894 visiteurs avec plus de 61.000 visiteurs pour la seule journée de dimanche 10 décembre

Ouverte depuis le 24 novembre dernier malgré la crise politique qui prévaut au Togo depuis août dernier, la 14ème foire internationale de Lomé clôt ses portes ce lundi. On peut dire sans se tromper que l'entêtement des organisateurs a payé.

Et pour cause. Pendant 17 jours, sur les 1000 exposants prévus, 820 de 17 pays ont pu participer à cette fête foraine et commerciale sur 17.300m². Autre chiffre qui attire l'attention : 266.894 personnes ont visité la foire, avec à la clé, 61.000 visiteurs pour la seule journée du dimanche 10 décembre. Le record des 59.000 visiteurs est ainsi battu.

Pour ce qui concerne les rencontres d'affaires, 55 entreprises inscrites pour prendre part à cette rencontre ont tenu 312 rencontres, avec 40 promesses d'accord de partenariat. Ces chiffres ont été avancés par les organisateurs ce lundi au Centre togolais des expositions et foires (CETEF) à Lomé, le lieu où a tenu la foire, au cours d'une cérémonie de clôture.

«Tout ce que nous pouvons retenir, c'est la grande satisfaction de l'avoir organisée dans de très bonnes conditions. Ce n'était pas évident ; on aurait eu zéro chiffre à tous les niveaux: exposants et visiteurs. Dieu merci, on a tenu cette rencontre», a déclaré Johnson Kueku-Banka. Le directeur du CETEF fait ainsi allusion à l'ambiance qui régnait avant cette manifestation.

Pour rappel, la 14ème foire internationale de Lomé est l'une des rares rencontres qui a bravé la crise



sociopolitique que secoue le Togo depuis le 19 août dernier.

A l'endroit de certains exposants qui se plaignent toujours de la mévente, le Dg du CETEF indique qu'encore une fois c'est un peu dommage et heureusement que c'est une minorité, c'est-à-dire ceux-là qui ne comprennent pas pourquoi ils sont à la foire. Ils doivent comprendre qu'il faut mettre beaucoup plus l'accent sur la promotion de leurs produits auprès du public qui est là au lieu de penser uniquement à la vente. C'est dommage parce qu'ils pensent à la vente et ils oublient leur lieu principal d'affaire qui est leurs boutiques. Ici, ils doivent profiter beaucoup plus pour faire la promotion des affaires. Mais nous allons toujours continuer avec

les sensibilisations pour qu'ils comprennent que la nécessité dans une foire, c'est d'abord de faire la promotion des produits, a ajouté le DG pour qui, la foire commence après la foire parce que ce n'est qu'après avoir fait toute la foire qu'il faut reprendre dans son lieu d'affaire, tous les contacts enregistrés ou reçus durant la foire et d'essayer d'aller vers ceux qui sont les plus importants pour des négociations et partenariats. Parce que c'était juste une rencontre à la foire et s'il y a à faire, c'est après la foire. C'est en ce moment qu'il faut aller vers les potentiels clients rencontrés à la foire pour développer ses affaires.

Le Magnan

UN RAPPORT ACCABLANT SUR LA FONCTION PUBLIQUE

Pas d'évolution depuis 20 ans avec les mauvaises habitudes

Le gouvernement a commandé une étude sur la fonction publique dont les résultats ont été rendus publics mardi.

L'administration, forte de 60.000 fonctionnaires, souffre d'un manque d'effectifs, d'une faiblesse de compétences, d'un vieillissement du personnel et d'une inadéquation entre les profils des personnels et les emplois qu'ils occupent. Telles sont les principales conclusions de cette enquête.

Si 10% des agents ont moins de 30 ans, plus du tiers approche de la retraite. Cela signifie que d'ici une décennie au maximum, le Togo perdra près de 13.000 éléments.

Mais l'étude va au delà pour souligner l'absence de vision globale de gestion des compétences au sein de l'administration et l'absence de gestion des ressources humaines

Apartir de ces données, les pouvoirs publics veulent élaborer un plan national afin de rendre l'administration beaucoup plus performante en interne, mais

également auprès du public. Ils entendent aussi assurer une meilleures formations avec davantage de moyens accordés à l'Ecole nationale d'administration (ENA) et d'autres établissements spécialisés.

Les experts soulignent que la fonction publique n'a pas vraiment évolué depuis 20 ans avec les mauvaises habitudes et l'inertie inhérente à l'administration.

es effectifs de l'administration publique togolaise sont passés entre 2012 à 2017, de 53. 093 en 2012 à 54. 445, selon les résultats d'une enquête publiée mardi par le ministère de la fonction publique.

Ils ont subi une baisse ferme entre 2012-2014 puis une forte hausse en 2015 suivie d'une régression notable en 2016. L'année 2017 est marquée par une tendance à la hausse, souligne le rapport.

Une évolution en dents de scie sur la période de même que ceux par catégorie (A,B,C,D) qui suivent également cette évolution contrastée avec une propension au

confinement des catégories C et D au profite de la montée en puissance des catégories A2 et B.

Le ministère des enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle cumule le gros des effectifs surtout dans la catégorie B.

Les agents permanents sont quant à eux estimé en 2017 à 3123 qui selon le rapport seraient en cours de reversement dans la nouvelle clarification du statut particulier de la fonction publique.

On note cependant que les effectifs des contractuels connaissent un accroissement important : de 101 en 2012, ils passent à 232 en 2017.

Depuis mardi, pouvoirs publics et autres acteurs procèdent à la validation des contenus du rapport qui sera le prochain plan de développement des compétences de l'administration.

Il s'agit pour le gouvernement de bâtir le développement du pays sur la qualité des ressources humaines.

M. Bimoké

K QUI T'A DEMANDÉ?

Mon ami, c'est comment que ? Tu as appris que quelqu'un est sorti de «Azitirmé » et il est devenu missionnaire de Jésus en même temps non ? Et tu connais aussi que le Curé ne ment jamais non ! Constatez -vous même ! Une dame distinguée rentre de Suisse en avion. Elle se retrouve assise à côté d'un brave curé à qui elle demande :

- "Pardou, Mon père, est-ce que je pourrais vous demander une faveur ?"

- "Bien sûr, ma fille, que puis-je faire pour vous ?"

- "Voici : je me suis acheté un épilateur électrique super sophistiqué que j'ai payé extrêmement cher. J'ai vraiment dépassé les limites permises et j'ai peur de me le faire confisquer à la douane. Ne pourriez-vous pas le dissimuler sous votre Grande soutane ?"

_"Bien sûr que je le peux, mon enfant. Seulement je dois vous avertir que je ne sais pas mentir..."

_"Vous avez tellement bon visage, on ne vous posera sûrement aucune question." Dit la dame.

Et elle lui remet l'épilateur. L'avion arrive à destination. Et vint le tour du curé de se présenter devant le douanier :

- "Mon père, vous avez quelque chose à déclarer ?" Dit le douanier.

- "De la tête à la ceinture, je n'ai rien à déclarer, Mon fils."

Trouvant cette réponse un peu étrange, Le douanier ajoute :

- "Et de la ceinture vers le bas, qu'est-ce que vous avez ?"

- "J'ai là un merveilleux petit instrument destiné aux femmes, mais qui n'a jamais été utilisé..."

Et dans un grand éclat de rire, Le douanier dit :

- "Allez, passez, Mon père. Au suivant !"

A quoi le douanier a pensé en éclatant de rire ?

Et le curé a-t-il menti ?

Bon mercredi sous le regard du Seigneur. Amen.

Comme tu peux le remarquer, dans la vie, on ne se presse pas, on ne panique pas. C'est Dieu qui est au contrôle.

Togomètre

En forme

Kueku-Banka Johnson

Lui, c'est le Directeur Général du Centre Togolais des Expositions Et Foire (CETEF). Il a su relever un grand défi par ces temps de crise. Il a osé et a pu atteindre son objectif. Faisant le bilan de la 14ème Foire Internationale de Lomé, il a dit en substance : « Nous pouvons dire que ce qui est positif, c'est la tenue de cette manifestation. On pouvait avoir zéro chiffre, mais on a les exposants qui sont là de même que les visiteurs. C'est vrai que la première semaine a été timide mais à partir de la deuxième semaine, les chiffres correspondent à ceux que nous avons toujours eus à la foire. Nous pouvons dire que le bilan est totalement positif ». Il n'était pas donné de faire cet exploit au regard de la situation morose que traverse le pays. Les investisseurs ayant peur de l'insécurité sur leurs affaires. Malgré tout ça, il a su convaincre les hommes d'affaires qui sont arrivés en grand nombre pour exposer leurs produits. L'on a vu comment la Foire a été annulée il y a de cela quelques années pour cause de Ebola. Mais aujourd'hui, au Togo, c'est plus que ça plus que les marches en semaine et de façon hebdomadaire a fait que beaucoup de commerçants ont subi des pertes économiques. Ces problèmes n'ont pas eu raison du vaillant DG du CETEF qui a tenu à relever le défi. Il n'a pas manqué de dire un grand Merci à tous ceux qui ont cru en lui, qui ont visité la foire jusqu'à la fin de la foire lundi dernier. Merci DG et chapeau bas !

En panne

Le Directeur de la STE, Péré

Va-t-on vers une perturbation dans la distribution des produits pétroliers au Togo ? Le Syndicat des transporteurs des hydrocarbures est en grève depuis ce mardi. Vers une paralysie totale du pays dans les jours à venir ? Alors qu'au Nord Togo, une pénurie qui ne dit pas son nom a contraint les Togolais à déboursier, en début de cette semaine, entre 800 et 1200 F cfa, selon les lieux, c'est la LCT (Ligue des Consommateurs du Togo), qui par le biais de son président, Emmanuel Sogadji, vient annoncer que ""la distribution des produits pétroliers risque d'être perturbée"". Et pour cause, ""le syndicat des transporteurs des hydrocarbures est en grève depuis hier"", poursuit la Ligue, qui informe que pour la journée d'hier, ""seules trois voitures et les JET-1 ont été servis"". Pour les grévistes qui réclament la démission du Directeur de la STE (Société Togolaise d'Entreposage), M. PERE avant tout chargement, si celui-ci ""ne démissionne pas, les JET-1 ne seront pas servis aujourd'hui ce qui va perturber les vols"", au niveau de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma. Bon à suivre !

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

PRODUITS ET SERVICES

NOUVEAUX TAUX DE LA TVA

Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable

0%

Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes

10%